

**ELEMENTS DE CORRECTION - 140 QUESTIONS SUBSIDIAIRES CRFPA 2017  
@1anpourleCRFPA**

Numero de question	
1	Guido Raimondi
2	Bertrand Louvel
3	Pas de Président mais un vice-président, Jean-Marc Sauve
4	Laurent Fabius
5	Yves GUENA, Pierre MAZEAUD, Jean-Louis DEBRE, Laurent FABIUS
6	Jacques TOUBON
7	La notion de « cliquet » signifie que lorsqu'une loi abroge les dispositions d'une loi en vigueur, le texte nouveau doit « reprendre à son compte les garanties que prévoyaient le premier texte » A défaut, la loi nouvelle est inconstitutionnelle. Les garanties légales auraient un champ d'application plus vaste que celui recouvert par « l'effet cliquet ». Si le cliquet traduit une idée d'interdiction de « retour en arrière », les garanties légales peuvent également exiger cette obligation tout en acceptant parfois une régression mesurée. (in Revue française de Droit constitutionnel)
8	François Denis TRONCHET Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes Raymond de Sèze
9	Adeline Hazan
10	Jean-Marc Falcone (il fallait bien lire Directeur Général de la Police Judiciaire)
11	C'est un mode d'expression privilégié des détenus (Alain Marécaux, Omar Raddad). On dénombre 1700 grèves tous les ans dans le milieu carcéral.
12	François Denis Tronchet, Félix Julien Jean Bigot de Préameneu, Jean-Étienne-Marie Portalis et Jacques de Maleville
13	Bertrand Louvel
14	Jeanne Chauvin
15	1907
16	une femme politique (conseillère municipale de Paris), espionne, aviatrice et prostituée française qui a permis la loi pour la fermeture des maisons closes en 1946
17	1 <sup>er</sup> Novembre 2017
18	Un peu plus de 70 000 détenus. Chiffre en augmentation à l'inverse des pays de l'UE où le nombre de détenus est en baisse
19	7 milliards d'euros soit une hausse de 3,9%
20	Entre 1000 et 1500
21	Environ 2400
22	assurer la paix sociale et ses composantes sont la sécurité, salubrité, tranquillité, moralité publique et dignité.
23	Pistes de réflexions : concilier les droits du locataire / du bailleur. Vise aussi à éviter les troubles à l'ordre public que l'expulsion pourrait découler.
24	Vous avez sans doute la réponse à cette question ;-)
25	Non mais ils ont autorité de la chose jugée et sont définitifs. L'adhésion des Etats à la ConvEDH a pour conséquence l'obligation pour ces Etats de se conformer aux arrêts définitifs de la CEDH. Ces arrêts doivent être exécutés. Les Etats disposent cependant d'une marge de manœuvre pour exécuter la décision. Le Comité des Ministres joue un rôle important dans la procédure qui peut mettre en demeure l'Etat s'il refuse d'exécuter un arrêt.
26	L'arrêt vaut pour l'Etat qui est sanctionné et les parties. Mais elle n'oblige pas un Etat à mettre son droit en conformité avec la décision. Il risque cependant une nouvelle sanction.
27	Non, seulement contre un Etat
28	Qualité de victime / voies de recours interne épuisées / Absence de préjudice

	important / délai de 6 mois.
29	C'est la question de la discrimination fondée sur l'apparence physique
30	C'est l'erreur du menuisier. (il a une position supérieure par rapport aux autres parties dans l'agencement de la salle d'audience). Ce serait contraire aux principes d'égalité des armes, mais CA de Paris a considéré que ce n'était pas un déséquilibre suffisant pour violer l'article 6 CEDH.  Pour les magistrats, le ministère public doit être placé sur une estrade, pour les avocats, le parquet n'est qu'une partie comme les autres. Sa place est à terre
31	L'ancien manager de Paulina Rubio avait affirmé, dans des émissions de télé espagnole, que la chanteuse consommait de la drogue et qu'elle était homosexuelle.
32	<b>SIS</b> (géré par la direction centrale de la police judiciaire), FNAEG (fichier national automatisé des empreintes génétiques – actes d'infractions sexuels, violences, terrorisme), <b>TAJ</b> (traitement des antécédents judiciaires concernant tout crime et tout délit), <b>FPR</b> (fichier des personnes recherchées, personnes faisant l'objet d'une mesure administrative ou judiciaire), <b>TES</b> (regroupe des données de carte d'identité, passeports, couleurs yeux, domicile, photo, empreintes digitales. But : lutter contre l'usurpation d'identité et les faux papiers. Déclaré inconstitutionnel. MI a déclaré qu'on pouvait refuser de soumettre nos empreintes)
33	Lutte contre la fraude aux prestations sociales
34	Idem question 5
35	
36	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le divorce par consentement mutuel</li> <li>- le divorce accepté</li> <li>- le divorce pour faute</li> <li>- le divorce pour altération du lien conjugal</li> </ul>
37	Ce sont des mesures prises à l'intérieur d'un service pour aménager et faciliter son fonctionnement (tiennent à la vie de l'établissement). A l'origine ces mesures ne pouvaient pas faire l'objet de REP, les détenus ne pouvaient donc pas les contester. CE a assoupli sa position : il se met en position de défenseur des droits fondamentaux des détenus. La prison ne doit pas être un lieu d'enfermement, mais qui proclame une réinsertion sociale. Ex : revenus en prison, dynamique de réinsertion. La prison n'est plus une zone de non droits.
38	Décision administrative prise par décret, soumis à un avis conforme du CE. C'est l'article 25 du Code civil.
39	principe selon lequel toute personne qui se voit reprocher une infraction est réputée innocente tant que sa culpabilité n'a pas été prouvée.
40	Monsieur le Batonnier Frédéric Sicard
41	<ul style="list-style-type: none"> <li>- pratique interdite en France</li> <li>- Arrêt MENNESSON du 26 Juin 2014 condamnant la France</li> <li>- Mai 2017 : La Cour de Cassation est saisie d'un sujet relatif à la transcription en France d'actes civils produits à l'étranger.</li> <li>- Ne pas oublier au Grand Oral de donner un point de vue sociétal. (les politiques / le CCNE..)</li> </ul>
42	Il fallait lire « Les lois se taisent parmi les armes »
43	Gérard Collomb est chargé des relations avec les cultes
44	C'est une affaire qui s'était déroulée au Tribunal de Bobigny durant l'été 2016. Une jeune avocate de confession musulmane avait souhaité plaider devant les juridictions coiffée d'un foulard, surmonté de la toque (il s'agissait d'un concours d'éloquence). Le bâtonnier de Seine Saint Denis s'y était opposé. Normalement le

	<p>règlement intérieur du Barreau de Paris prohibe le porte, avec la robe d'avocat, de « tout signe manifestant ostensiblement une appartenance religieuse, communautaire ou politique ».</p> <p>Une neutralité est donc à priori imposée avec le port du costume d'audience.</p>
45	Point de vue subjectif. Pas de réponse prédéterminée.
46	Yves Maunand
47	<p>Le délit de blasphème n'existe plus en France depuis 1881 avec une réserve pour le droit local Alsace-Moselle jusqu'en 2016. Jamais appliqué.</p> <p>Attention, en Europe, certains pays considèrent encore l'offense à la religion comme un délit. En Allemagne, le code pénal sanctionne « l'insulte aux croyances religieuses » par exemple.</p>
48	Fin Octobre, l'Assemblée Nationale examine depuis le 25 Octobre, le PLFSS pour 2018.
49	J21 : il n'est plus nécessaire de subir une opération chirurgicale pour changer de sexe sur sa carte d'identité. Le texte stipule que toute personne majeure ou mineure émancipée « qui démontre par une réunion suffisante de faits que la mention relative à son sexe à l'état civil ne correspond pas à celui dans lequel elle se présente et dans lequel elle est connue peut en obtenir la modification ».
50	GAV en cas de terrorisme (96 ou plus), en bande organisée (72 à 96h)
51	Age (18 ans), capacité matrimoniale (autorisation du juge en cas de tutelle...), consentement. Prohibition de l'inceste et polygamie
52	USA
53	<p>Une injure est une <a href="#">parole</a> offensante adressée délibérément à une personne dans le but de la blesser moralement, en cherchant à l'atteindre dans son <a href="#">estime de soi</a>, son <a href="#">honneur</a> ou sa <a href="#">dignité</a>. Une <a href="#">insulte</a>, quasi synonyme d'injure, est cependant considérée comme une injure moins grave. Injure est réprimé en droit français par le biais du droit de la presse, très proche de la notion de diffamation, quand elle est faite publiquement.</p> <p>Outrage, c'est une injure proférée contre une personne chargée d'une mission de service public (et non publique), c'est un délit réprimé par le code pénal et lorsqu'elle a lieu à l'audience d'une cour, d'un tribunal ou d'une formation juridictionnelle, peine plus sévère (outrage à magistrat). C'est une définition que l'on retrouve à l'article 433-5 du Code pénal</p>
54	loi déclarant, voire imposant, le point de vue officiel d'un État sur des événements historiques. À l'extrême, une telle loi peut interdire l'expression d'autres points de vue. Ex : loi interdisant la vente du livre d'Hitler ou loi française sur reconnaissance du génocide arménien 2001. Intérêt : reconnaître ou au contraire faire oublier des événements historiques choquants ou honteux.
55	Principe selon lequel une personne ne doit jamais être traitée comme un objet ou comme un moyen, mais comme une entité intrinsèque. En droit français : PVC (CC 1994 Bioéthique), partie intégrante des droits de la personnalité qui sont inaliénables. CE 1995 Morsang-sur-Orge : composante de l'ordre public.
56	Je vous laisse reprendre les faits / Le C.E considère que le respect de la dignité de la personne humaine devait être regardé comme une composante de l'ordre public.
57	<p><b>contrôle de police administrative</b> (prévenir les atteintes à l'ordre public, sur la voie publique), <b>contrôle de la police judiciaire</b> (il faut des raisons plausibles cad tentative de commettre une infraction / se prépare à commettre une infraction / violation de mesures dans le cadre d'un contrôle judiciaire / peut fournir des renseignements sur crime ou délits / objet de recherche par l'autorité judiciaire...), <b>contrôle Schengen</b> (lié aux obligations de titres et documents dans une zone de 20KM à la frontière) et contrôle à la demande du PROC (dans les lieux et pour une période de temps qu'il fixe, faire procéder à des contrôles d'identité aux fins de recherche et de poursuite d'infractions qu'il précise. Matière de terrorisme, stup, armes etc).</p>

	<b>ATTENTION : La loi antiterroriste de 2017 a voté une extension des contrôles d'identité « aux abords » des périmètres de sécurité</b>
58	Pologne et Irlande (sauf s'il y a un risque pour la mère)
59	<i>Réponse subjective</i>
60	Fait de favoriser certains groupes de personnes victimes de discriminations systématiques de façon temporaire, en vue de rétablir l'égalité des chances
61	La première affirme que chacun, quels que soient son origine sociale ou son lieu de naissance, doit avoir les mêmes chances de s'élever, par son propre mérite, dans l'échelle sociale. Il ne s'agit donc pas ici de privilégier un quelconque groupe social, mais bien de mettre tout le monde sur un pied d'égalité en offrant les mêmes chances, les mêmes droits à tous afin que les seules distinctions puissent se faire sur la volonté, le mérite et le travail, et non sur les différences sociales, ethniques, raciales ou religieuses. Tandis que la discrimination positive repose sur un quota de population, certaines personnes peuvent être victimes de ces quotas car bien qu'ayant de la volonté et du talent, elles peuvent ne pas atteindre leur but car les quotas ont été atteints et il n'y a donc plus de place pour elles, malgré les qualités qu'elles ont.
62	<p>Le JAP est un magistrat du siège du TGI compétent pour « fixer les principales modalités de l'exécution des peines privatives de liberté ou de certaines peines restrictives de liberté, en orientant et en contrôlant les conditions de leur application ». Son rôle consiste donc à superviser la manière dont la peine va être appliquée à une personne condamnée.</p> <p>Le JAP possède une compétence territoriale qui s'étend aux établissements pénitentiaires se situant dans le ressort de son TGI, ainsi qu'aux condamnés en milieu ouvert résidant habituellement dans ce ressort.</p> <p>Il est chargé de déterminer les modalités du traitement pénitentiaire de chaque condamné.</p>
63	Sanction pénale alternative à la prison. Elle permet au condamné de rester à l'extérieur tout en étant soumis à certaines obligations. Pour les peines de max 5 ans. Durée en 4 mois et 5 ans, mais peut être fini à n'importe quel moment. Prononcée par le tribunal au procès. Il est suivi et a des obligations à respecter comme répondre aux convocations du JAP etc
64	<p>Importance de bien revoir les durées de GAV :</p> <p>La durée de la garde à vue est de 24 heures. La personne gardée à vue peut être relâchée plus tôt, mais la garde à vue peut être aussi prolongée dans certaines circonstances, avec l'autorisation d'un magistrat.</p> <p>En principe, le point de départ de la garde à vue est l'heure de l'annonce du placement en garde à vue à la personne concernée. Par exemple, si la personne est venue d'elle-même au commissariat et qu'un OPJ a prononcé sa garde à vue le lundi à 15h, la garde à vue terminera mardi à 15h.</p> <p>Mais, dans certains cas particuliers, le point de départ de la garde à vue peut précéder le moment de son annonce à la personne concernée.</p> <p>À l'expiration du délai et des éventuelles prolongations, la personne gardée à vue est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>remise en liberté,</b></li> <li>- ou <b>déférée</b>, c'est-à-dire présentée au juge ou au procureur qui décidera des suites à donner. Avant cette présentation, la personne peut être gardée pendant 20 heures au tribunal après la fin de sa garde à vue. Durant ce délai, la personne ne peut pas être interrogée.</li> </ul>
65	Moyen d'investigation et une forme d'expérimentation sociale en situation réelle destiné à déceler une situation de <a href="#">discrimination</a> . Dans le cas le plus simple, on compare le comportement d'un tiers envers deux personnes ayant exactement le même profil pour toutes les caractéristiques pertinentes, à l'exception de celle que l'on soupçonne de donner lieu à <a href="#">discrimination</a>

66	<p>La robe d'avocat est un costume professionnel dont le port a été rendu obligatoire par la loi 71-1130 du <b>31 décembre 1971</b>.</p> <p>Elle tire son origine d'une <b>soutane religieuse</b>. Initialement, les avocats étaient en effet essentiellement des ecclésiastiques. Lorsqu'ils plaidaient, ils portaient une soutane de couleur noire.</p> <p>De cette origine religieuse, la robe a conservé les 33 boutons symbolisant l'âge du Christ à sa mort.</p> <p>La robe d'avocat souligne publiquement l'autorité qui s'attache à l'exercice de la justice. Elle assure une égalité d'apparence entre les membres d'un Barreau. (source : ordre des avocats)</p>
67	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la toque</li> <li>- l'épitoge</li> <li>- le rabat</li> </ul>
68	<p>L'avocat parisien ne porte pas d'hermine : Plusieurs explications existent à ce propos. Une réponse pertinente consiste en une défiance des avocats parisiens à l'encontre de Napoléon III qui voulait leur faire prêter serment. Une autre théorie réside en une défiance des avocats lors du procès de Marie-Antoinette, qui continuèrent de porter son deuil. Enfin, d'autres affirment que ce serait pour porter le deuil du Roi Louis XVI.</p>
69	Les avocats docteurs en droit portent une épitoge noire à trois rangs d'hermine
70	<i>Votre réponse</i>
71	<i>Votre réponse</i>
72	Liberté personnelle, d'autonomie, droits des femmes de choisir.
73	A mettre en perspective avec l'annonce faite par Emmanuel Macron souhaitant étendre la PMA aux couples de femmes et femmes célibataires. Actuellement, la PMA est utilisée uniquement dans le cadre d'une infertilité médicale
74	Rappelons que la GPA est décriée en tant qu' « instrumentalisation » du corps de la femme. Les lois de bioéthique consolidant le principe d'indisponibilité du corps humain.
75	<i>Votre réponse</i>
76	Avec l'avancée de la science et les progrès de la médecine, il est possible de détecter une MST ou le sida, on peut donc avoir des sources sûres qu'un homosexuel n'est pas malade, ainsi, la barrière de leur don de sang pourrait être relevée.
77	Protection du nom patronymique / Droit de la personnalité inaliénable et imprescriptible / Arrêt BORDAS / l'article L.711-1 alinéa 2 a) du Code de la propriété intellectuelle déroge à ce principe en prévoyant que le patronyme peut être enregistré à titre de marque, et par conséquent faire l'objet d'une exploitation commerciale.
78	<p>En Août 2017, Nicole Belloubet s'est montrée ouverte à la possibilité de « donner aux détenus des moyens de communication par des téléphones portables contrôlés ou des lignes fixes ». La contrôleuse général des prisons Adeline Hazan avait déjà évoqué cette idée. Les téléphones bridés sont déjà autorisés dans 2_3 Pays européens. Mais cela pose des questions et la Belgique, qui avait autorisé les téléphones portables, à stoppé l'initiative.</p> <p>On estime qu'en 2016, 33.000 téléphones portables ont été saisis.</p>
79	Nicole Belloubet, Christiane Taubira, Michèle Alliot-Marie, Rachida Dati, Marylise Lebranchu.
80	C'est le tilde de la discorde. Une circulaire datant du 23 Juillet 2014 vise à

	<p>fixer les règles communes aux actes de l'état-civil. Elle se fonde sur la loi du 2 Thermidor de l'An II qui estime « qu'il ne pourra être enregistré aucun acte (...) s'il n'est écrit en langue française ».</p> <p>Le ñ serait exclu de la circulaire.</p> <p>Les parents ont perdu en première instance et l'affaire devrait être jugée en appel en 2018.</p>
81	<p>L'avocat ne peut-être salarié d'un employeur non avocat. Il peut par contre librement écrire des articles dans la presse qu'il peut signer en précisant sa qualité d'avocat et être réglé en honoraires ou en droits d'auteur. (source : site internet du Barreau de Paris)</p>
82	<p>L'<b>accusé</b> est une personne qui va être jugée pour un <b>crime</b> et qui est ainsi traduit devant une Cour d'Assise. Le <b>prévenu</b> est lui jugé soit par un <b>tribunal de police (contravention)</b>, soit par le <b>tribunal correctionnel (délit)</b>.</p>
83	Liberté d'expression /ordre public
84	Droit à la vie privée / Droit à l'image / Liberté d'expression / Liberté de la presse.
85	<p>Les CRS sont exclues du droit de grève. La loi du 27 décembre 1947 est explicite « toute cessation, concertée ou non, du service est assimilée à un abandon de poste et punie comme tel ». Les CRS trouvent cependant d'autres moyens d'exprimer leur mécontentement. Ils peuvent cependant se faire porter pâle comme en septembre 2017 pour protester contre leurs conditions de travail.</p>
86	Question très sérieuse notamment pour les personnes handicapées. Débats sur la prostitution également. Question de l'épanouissement sexuel également.
87	Doublon avec question 57..
88	<p>Alors qu'il est aboli depuis 1848, l'esclavage a toutefois pris une forme contemporaine. C'est-à-dire le travail forcé, sous la menace de sévices corporels et psychologiques + relation de propriété d'une personne envers un « employeur » sous la menace de sévices corporels et psy + traite des êtres humains (vendu comme une marchandises) + servitude pour dettes (astreint une personne à travailler jusqu'à ce qu'elle ait remboursée ses dettes) + travail des enfants (environ 250 millions d'enfants de 5 à 14 ans travaillent dans le monde entier).</p>
89	Oui mais ce n'est pas obligatoire
90	Contrôles de la police discriminatoires. La C.CASS décide qu'un contrôle d'identité fondé sur des caractéristiques physiques associées à une origine réelle ou supposée, sans aucune justification objective préalable, est discriminatoire : il s'agit d'une faute lourde qui engage la responsabilité de l'Etat.
91	On parle aujourd'hui de « vidéoprotection ».
92	<p>4 mesures fortes de la J21 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le divorce par consentement mutuel sans juge</li> <li>- PACS et changement de prénom confiés au Maire</li> <li>- Changement de sexe à l'état civil simplifié</li> <li>- Actions de groupe élargies</li> </ul>
93	<i>Votre réponse</i>
94	<i>Votre réponse : Liberté d'expression / œuvre d'art / œuvre éphémère..</i>
95	<i>Votre réponse</i>
96	Une Ordonnance du 9 août 1944 ôte toute légalité au régime de Vichy
97	<i>Votre réponse</i>
98	C'est en effet possible
99	Oui, le vendredi 4 novembre 2016

100	<i>Voir tableau des principales décisions 2017</i>
101	C'est en tout cas l'exigence d'une adéquation entre les moyens employés par l'administration et le bus qu'elle vise. Ce principe, issu du droit allemand, vise à promouvoir une action publique mesurée et respectueuse des droits fondamentaux.
102	Usus, Fructus et Abusus :  L'usus c'est le droit de faire usage de la chose.  Le fructus c'est le droit de percevoir les fruits de la chose par exemple percevoir les loyers d'un bien immobilier donné à bail.  L'abusus c'est le droit de disposer de la chose soit à l'aliénant soit en la détruisant.
103	Je dirais l'ordre public et les troubles du voisinage
104	Ce n'est pas une faute mais un trouble apporté au voisin dans la jouissance de son immeuble (sonore, visuel, olfactif, esthétique)
105	Caractère absolu du droit de propriété
106	La réponse était donnée : question des AirBn'B
107	<i>Votre plaidoirie</i>
108	Droit universel. S'inscrit dans un principe fondamental de dignité humaine. Difficile à définir c'est en tout cas le droit à ne pas être mal-logé. Reprendre la loi Besson de 1990 affirmant le droit à un logement décent et en 2007 la loi sur le DALO instaurant un mécanisme permettant à des personnes en difficultés, reconnues prioritaires pour l'attribution d'un logement social
109	Existe une procédure de sélection des pourvois en cassation.
110	permet de réaliser des statistiques et des probabilités sur la solution à un problème juridique donné. Tenter de prédire avec le moins d'incertitude possible ce que sera la réponse de la juridiction X quand elle est confrontée au cas Y. Avantage : un juriste peut anticiper les risques, les dépenses liés aux contentieux de l'entreprise, l'avocat saura encore mieux conseiller son client et le justiciable sera rassuré et pourra voir combien de taux de réussite aura son action. Inconvénient : remplacement du travail humain par de la technologie. Quand sera-t-il par ex, de la conviction intime du juge ? il y aura toujours des variables que l'on ne peut pas prévoir.
111	<i>Votre avis sur le rapport</i>
112	Le Doyen Carbonnier fut professeur à la Faculté de droit de Poitiers puis Paris II spécialisé en droit civil et son fameux Manuel de droit civil
113	
114	
115	
116	La Convention est applicable au niveau nationale ; Elle a été incorporée dans les législations des Etats parties à la Convention lesquels sont tenus de respecter les droits énoncés dans la Convention. Les juridictions nationales doivent de ce fait appliquer la Convention. Si tel n'était pas le cas, les Etats s'exposeraient à être condamnés par la Cour si un individu se plaignait que ses droits n'ont pas été respectés.
117	Signée par les Etats membres du Conseil de l'Europe le 4 novembre 1950, entré en vigueur le 3 septembre 1953 et ratifié par la France le 3 Mai 1974.
118	C'est une Convention internationale
119	
120	
121	<b>La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)</b> a pour mission d'assurer le respect du droit de l'Union européenne. Elle est elle-même composée de 3 juridictions : la Cour de justice, le Tribunal de l'UE et le Tribunal de la fonction publique.

	<p><b>La Cour européenne des droits de l'homme</b> dépend du Conseil de l'Europe. Elle veille au respect de la Convention européenne des droits de l'homme (droit à un procès équitable, droit au respect de la vie privée et familiale, liberté d'expression...).</p>
122	<p><i>La réflexion porte tout d'abord sur le filtrage des pourvois.</i></p> <p>À l'heure actuelle, tous les pourvois soumis à la Cour de cassation font l'objet d'une procédure contradictoire.</p> <p>Ce n'est qu'à l'issue de la procédure que la rédaction des arrêts fait l'objet d'un traitement différencié, selon que les moyens proposés à l'appui des pourvois sont sérieux ou non. Qu'on le nomme <i>rejet non spécialement motivé</i> devant les chambres civiles ou <i>non admission</i> devant la Chambre criminelle, le mécanisme résultant des articles 567-1-1 du Code de procédure pénale ou 1014 du Code de procédure civile est le même : à l'issue du débat contradictoire, le conseiller rapporteur expose dans son rapport — document communiqué — les motifs pour lesquels il propose à la Cour de cassation une telle solution parce que le pourvoi est irrecevable ou non fondé sur un moyen sérieux de cassation. Et dans ce cas, la décision de la Cour de cassation, que ce soit celle de la chambre ou en matière pénale celle du président de la Chambre criminelle, peut ne pas être autrement motivée.</p> <p>La Cour de cassation se demande si elle peut continuer d'assurer pleinement son office normatif sans filtrage des pourvois.</p> <p>Il sera simplement rappelé qu'à ce jour, la Cour de cassation ne connaît plus d'encombrement. Le nombre de pourvois décroît ; les affaires civiles sont jugées en un peu plus d'un an et les affaires pénales en moins de six mois. Il faut souligner le travail considérable qui est ainsi réalisé. Et c'est ce travail de l'ensemble des magistrats de la Cour, avec le concours des fonctionnaires des greffes — sans oublier naturellement les avocats aux conseils — qui lui permet d'exercer ce rôle si essentiel de contrôle de la légalité des décisions juridictionnelles rendues en dernier ressort.</p> <p>Que la jurisprudence ait une vocation normative est une certitude qui ne sera pas discutée ; mais l'application uniforme de la règle de droit impose un tel contrôle de légalité.</p> <p><i>En discussion également, la motivation des arrêts de la Cour de cassation, connue pour être concise. (source Dalloz Actu)</i></p>
123	
124	<p>Toute personne majeure peut, si elle le souhaite, faire une déclaration écrite appelée directives anticipées pour préciser ses souhaits concernant sa fin de vie. Ce document aidera les médecins, le moment venu, à prendre leurs décisions sur les soins à donner, si la personne ne peut plus exprimer ses volontés.</p>
125	
126	<p>Le principe de la légalité des délits et des peines, qui impose une interprétation stricte de la loi pénale, s'oppose à ce que l'incrimination prévue à l'article 221-6 du Code pénal, réprimant l'homicide involontaire d'autrui, soit étendue au cas de l'enfant à naître dont le régime juridique relève de textes spéciaux.</p>
127	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 12 des 18 membres sont élus ou désignés par les assemblées ou les juridiction auxquelles ils appartiennent.</li> <li>- La CNIL élit son Président parmi ses membres ; elle ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.</li> <li>- Les ministres, autorités publiques, dirigeants d'entreprises, publiques ou privées, ne peuvent s'opposer à son action.</li> <li>- Le Président de la CNIL recrute librement ses collaborateurs.</li> </ul> <p>Les membres de la CNIL se réunissent en séance plénières une fois par semaine sur un ordre du jour établi à l'initiative de son Président.</p>



	<p>Pour prendre des mesures à l'encontre des responsables de traitement qui ne respectent pas la loi informatique et libertés, la CNIL siège dans une formation spécifique composée de 5 membres et d'un Président distinct du Président de la CNIL (<i>source : CNIL</i>)</p>
128	<p>Espionner le téléphone portable d'un tiers est une atteinte à la vie privée. Le code pénal prévoit que l'enregistrement des paroles sans le consentement, tout comme la violation du secret de la correspondance, sont punis d'une peine d'un an de prison et d'une amende de 45 000 euros.</p> <p>A bien distinguer des interceptions administratives.</p>
129	<ul style="list-style-type: none"> <li>- atteinte générale à la vie privée ( 226-1 et 226-2 Code Pénal)</li> <li>- captation, enregistrement ou transmission de paroles prononcées à titre privé ou confidentiel</li> <li>- fixer, enregistrer, transmettre l'image d'une personne se trouvant dans un lieu privé</li> <li>- conserver, porter ou laisser porter à la connaissance du public ou d'un tiers, d'utiliser de quelque manière que ce soit les enregistrements ou les documents obtenus à l'aide de l'un des actes prévus à l'article 226-1 C.pénal)</li> </ul>
130	Question de la protection des sources
131	<p>Les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH) ne permettent <b>ni d'annuler ni de modifier automatiquement les décisions prises par les juridictions françaises</b>. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils n'ont aucune influence sur la justice française.</p> <p>Dans ses décisions, la CourEDH déclare s'il y a eu une violation des droits protégés par la Convention européenne des droits de l'homme (ConvEDH), sans pouvoir par elle-même y mettre fin. On dit que les arrêts de la CourEDH ont un <b>caractère déclaratoire</b>, et qu'ils ne possèdent pas la force exécutoire.</p>
132	Deux catégories de dispositifs juridiques ont été mises en place par la Convention européenne : l'autorité de la chose jugée des décisions, et la force obligatoire des arrêts.
133	De nombreux colloques sur ce thème. La question peut-être reformulée de la façon suivante : Est-il possible d'avoir une vie privée en prison ?
134	
135	Au stade de l'enquête pénale non (enquête pour flagrant délit, enquête préliminaire...-
136	Votre réponse
137	
138	
139	La rétention de sûreté est une mesure de sûreté, mesure de placement dans un centre fermé
140	Le droit serait plutôt une créance sur.. et la liberté, un pouvoir de..
141	Oui, arrêt KONE, 1996
142	Question déjà posée
143	Saint-Yves
144	Le Roi d'Espagne et le PR français
145	Valérie Giscard d'Estaing
146	Coty et Auriol
147	1848

